



JUSTICE ENSEMBLE

RAPPORT
D'ACTIVITE
2025

UNE DEMANDE DE JUSTICE VITALE





SOMMAIRE

- 04 SYNDICATS D'HABITANT·ES FEDERES ET THINK TANKS ALLIES
- 05 LES SYNDICATS D'HABITANT·ES DANS LES VILLES ET DANS LES CAMPAGNES EN PREMIÈRE LIGNE DE LA JUSTICE VITALE
- 07 LOCATAIRES ENSEMBLE : UN MOUVEMENT DES HABITANT·ES POUR DES LOGEMENTS PROTECTEURS ET ECONOMES
- 15 TEZELOMA : POUR DES LOGEMENTS SAINS QUI PROTEGENT LA SANTE
- 19 RIVERAINS ENSEMBLE : POUR UNE DEMOCRATIE AGRICOLE
- 23 INSTITUT ALINKSY : THINK TANK POUR LA DÉMOCRATIE D'INTERPELLATION
- 28 GLOBAL LABOUR INSTITUTE : CONSTRUISONS LE RENOUVEAU SYNDICAL
- 33 UN SEUL MONDE, LA JUSTICE EN COMMUN
- 34 DES ORGANISATIONS ACTIVES GRACE A LEURS MEMBRES
- 35 DES COMPTES A L'EQUILIBRE ET SOUTIENS FINANCIERS

SYNDICATS D'HABITANT-ES FEDERES ET THINK TANKS ALLIES

Dans une époque sombre où dominent les forces autoritaires et la dégradation des conditions de vie, nous croyons qu'il est possible de gagner. Pour cela, Justice Ensemble est un regroupement de plusieurs associations qui ont fusionné pour créer des synergies originales et décloisonner les mondes : **des liens entre habitant-es des quartiers populaires et chercheur-ses universitaires**, des projets à l'échelle d'un quartier menés à Grenoble, Bruxelles et à Douala, des coopérations entre le mouvement queer et la CGT, un syndicat de hijabeuses et une campagne contre Bolloré, un think tank de la démocratie d'interpellation et un réseau européen pour lancer une grève des loyers.



LOCATAIRES ENSEMBLE

Des locataires HLM et des locataires de logements privés s'organisent en syndicats et se fédèrent pour défendre le droit à un logement protecteur et économe, faire reculer les abus du capitalisme immobilier et faire de nos logements sociaux un Commun.



RIVERAINS ENSEMBLE

Des habitant-es des campagnes, intoxiqué-es par l'agriculture industrielle locale, se regroupent et luttent pour leur santé et celle de tous les êtres vivants. L'union de ces syndicats locaux contribue à un mouvement pour une révolution agro-écologiste.



GLOBAL LABOUR INSTITUTE

Des syndicalistes sur leurs lieux de travail qui s'unissent à l'international et favorisent les alliances avec les syndicats d'habitant-es pour renforcer le mouvement syndical à l'échelle mondiale pour affronter les crises sociales et écologiques.



INSTITUT ALINSKY

Think tank et organisme de formation, il promeut l'organisation des communautés d'habitant-es et le déploiement d'une démocratie d'interpellation qui corrige les inégalités de pouvoir. Il porte également l'Observatoire des libertés associatives.



TERRITOIRE ZERO LOGEMENT MALADE

Think tank de la planification écologique territoriale, TeZeLoMa - Territoire Zéro Logement Malade - regroupe des ingénieur-es, thermicien-nes, data-analystes, juristes, sociologues pour aller ensemble vers un parc de logement bas loyers et bas carbone.

LES SYNDICATS D'HABITANT-ES DANS LES VILLES ET DANS LES CAMPAGNES EN PREMIÈRE LIGNE DE LA JUSTICE VITALE

En 2025, le monde bascule. Le retour au pouvoir de Donald Trump, l'influence d'Elon Musk et le recul des protections écologiques en Europe marquent la fuite en avant d'un capitalisme qui concentre les richesses tout en dégradant les conditions de vie. Face à cela, la stratégie écologiste "d'en haut" portée par l'expertise et les mobilisations des classes moyennes conscientisée montre ses limites. **Justice Ensemble construit "par le bas" le pouvoir des communautés d'habitant-es** en 1^{ère} ligne pour protéger leurs conditions de vie et obtenir une justice et une démocratie qui sont devenues vitales.

Dans les campagnes pesticiées, Monique, Jean-François, Patrick ou Isabelle – dont la fille est atteinte d'une leucémie liée aux pesticides – construisent des syndicats d'habitant-es Riverains Ensemble pour **faire reculer l'agro-industrie toxique et demander une démocratie agricole locale**. Dans les villes à 40°, **les habitant-es des logements bouilliers s'organisent face à la violence climatique** : à Lyon, Aubervilliers ou Grenoble, ils et elles demandent des logements protecteurs à des bailleurs puissants, de la Compagnie Foncière du Crédit Agricole aux offices HLM.

2025, ANNEE DE CONSTRUCTION ET STRUCTURATION DU POUVOIR HABITANT



Convention Justice Ensemble à Villeurbanne, janvier 2025

2025 a été une année de construction et de structuration du pouvoir habitant :

- Janvier : **convention Justice Ensemble** à Villeurbanne avec des délégué-es des syndicats de toute la France et des alliés de Belgique, Royaume-Uni et Berlin
- Mars : **assemblée fondatrice de la fédération des Riverains Ensemble** dans le Tarn (81)
- Mai à septembre : **lancement de nouveaux syndicats d'habitant-es de quartier HLM**, à Villeurbanne, Oullins-Pierre-Bénite et à Beaumont sur Oise
- Juillet : Lancement du **réseau Tenants 4 Climate Justice** à Bruxelles
- Novembre-à décembre : construction d'alliances avec les syndicats professionnels à l'occasion de **l'université du Global Labour Institute** à Villarceaux (95) et avec les collectivités locales porteuses de Territoires d'Interpellation de l'Institut Alinsky à Arcueil (94).

Et une année d'actions collectives :

- Janvier : **Rassemblements à Aubervilliers et appels à la grève des loyers** face à la contamination à la légionellose et aux maltraitements du bailleur
- Mai : **Porte-ouverte des locataires des logements passoirs de la résidence Baudelaire à Lyon**, le député et les médias constatent les abus de Dresler, le bailleur millionnaire
- Juillet : **Journée pour obtenir des protections contre les injustices climatiques** dans le logement
- Aout : **14 700 personnes demandent au Maire de Lyon de prendre des mesures contre les logements bouillottes**
- Novembre : **occupation de la Compagnie Foncière Lyonnaise**, plus grande régie immobilière de Lyon
- Décembre : lancement dans les campagnes de **pétitions de Riverains Ensemble pour obtenir les registres de pesticide** dans la commune.



Les locataires d'Aubervilliers face à la maltraitance de leur bailleur social, janvier 2025

TRANSPARENCE SUR LES PESTICIDES



L'étude PestiRiv de 2025 prouve que **les personnes vivant à côté des zones agricoles sont davantage exposées aux pesticides** que le reste de la population.

Plus globalement, selon l'étude The Lancet de la même année :

- les **cancers précoces ont augmenté de près de 80%** en moins de 30 ans
- la France est la **championne du monde des cancers** !

Rassemblement à Aubervilliers face à la contamination à la légionellose, janvier 2025

Dans les multiples territoires, urbains et ruraux se dessine un affrontement entre les co-habitant-es et les sur-exploitant-es. Les premiers et premières **protègent leurs conditions de vie et défendent leur quartier ou leur village** comme des communs dont il faut prendre soin. La quête de rendement des seconds les conduit à augmenter les loyers ou les intrants chimiques, et **exploiter la ville ou les terres sans attention pour la diversité du vivant**. Les abus de pouvoir des seconds rendent malades ou tuent. Pour les habitant-es en première ligne, dans les villes ou les campagnes, la justice est vitale. Elle suppose de **nouvelles formes de démocratie du logement et de démocratie agricole**. L'inverse de la promesse mortifère du nationalisme autoritaire.

POUR LES HABITANT-ES EN PREMIERE LIGNE, LA JUSTICE EST VITALE



**LOCATAIRES
ENSEMBLE**

2025

**UN MOUVEMENT DES HABITANT·ES
POUR DES LOGEMENTS
PROTECTEURS ET ÉCONOMES**



WWW.LOCATAIRESENSEMBLE.ORG



“L’objectif de la fédération de syndicats Locataires Ensemble est de reprendre du pouvoir face à ceux qui spéculent sur nos vies. Seul-e, on nous méprise, mais collectivement, on impose des changements : on devient une force organisée, capable de les faire reculer.”

Salim Poussin
Co-Président de Locataires Ensemble

UNE ANNEE D'ACTION ET DE VICTOIRES POUR LES LOCATAIRES

- 09.01 : Mobilisation à Aubervilliers suite à la légionellose avec notamment la présence du député Bastien Lachaud
- 12.01 : Mobilisation à Aubervilliers devant la permanence des élu-es suite à la légionellose
- 23.01 : Évènement à Lyon : “Récits de victoires – Luttés pour le droit au logement”
- 01.03 : Mobilisation des locataires du Landy : Stop aux coupures de chauffage et d’eau chaude
- 05.03 : Réunion de négociation avec l’OPH et premiers résultats
- 10.03 : Victoire de Faustine à Lyon : “Grâce à un courrier des Locataires Ensemble, ma proprio a enfin agi : VMC installée, moisissure éliminée, chauffage amélioré !”
- 27.03 : Victoire de Salomé à Lyon “Après un mois de janvier passé sans chauffage dans mon studio, j’ai enfin été indemnisée de 195 euros.”
- 08.04 : Première formation avec Tenants4Climate
- 08.04 : Lancement du recours des sinistré-es de l’Affaire du Siècle
- 23.04 : Victoire de Shérazade à Lyon “On a fait baisser mon loyer de 82 euros par mois et j’ai obtenu du double vitrage”
- 14-15.06 : Participation aux Rencontres Nationales du Logement
- -5.05 : Action à Baudelaire contre un multipropriétaire malhonnête et pour des logements dignes, avec la présence du député Gabriel Amard
- 21.05 : Premier évènement à l’Alternatibar à Lyon : “Connaître et faire valoir ses droits de locataires face aux abus des bailleurs”
- Juin : Lancement de la campagne logements bouilloires
- 11.06 : Victoire de Malo à Lyon “On a gagné le changement de mes radiateurs et de ma VMC, ainsi que la réparation de mes robinets et de ma chasse d’eau”
- 14.06 : Assemblée des injustices à Grenoble
- 18.06 : Évènement à Alternatibar à Lyon : “Logements bouilloires : On s’unit ou on est cuit !”
- 22.06 : Signature d’un communiqué de presse avec le DAL 69 “Soutien aux habitantes et habitants du 124 cours Tolstoï menacé d’expulsion en pleine canicule”
- 25.06 : Action à Lyon de remise de la pétition Logement Bouilloires à la CFL et première négociation
- Été :
 - 20 articles de Presse sur les logements bouilloires
 - Participation au Camp Climat
 - Participation aux Résistantes
- 03.07 : Lancement de la pétition pour un arrêté municipal à Lyon contre les logements bouilloires
- 11.07 : Mobilisation à Aubervilliers contre une indemnisation dérisoire suite à la légionellose

- 23.07 : Mobilisation contre les logements bouillottes
- 23.07 : Sortie du rapport "Lyon, capitale des logements bouillottes ?"
- 23.07 : Beat the Heat avec ACORN International avec des actions en Inde, en Angleterre, au Canada...
- Mi-septembre : 14 700 signatures pour la pétition pour un arrêté municipal contre les logements bouillottes
- 28.08 : Lettre de Salim Poussin, président de Locataires Ensemble, au Maire de Lyon, pour un arrêté contre les logements bouillottes
- 12-14.09 : Participation à la Fête de l'humanité
- 16.09 : Événement à l'Alternatibar "Lutter contre les multipropriétaires rentiers"
- 19.09 : Vidéo sur l'encadrement des loyers avec plus de 300 000 vues et 10 000 likes
- 22.09 : Négociation avec le cabinet du Maire de Lyon pour un arrêté contre les logements bouillottes
- 24.09 : Communiqué de presse avec le DAL 69 : Communiqué des habitant-es du 124 cours Tolstoï à l'évacuation du 23/09/2025
- 25.09 : Conseil municipal avec une question officielle sur l'arrêté municipal contre les logements bouillottes
- 28.09 : Appel à mobilisation pour la marche Climat Justice Libertés
- 30.09 : Lancement de la campagne "Loyers trop chers"
- 08.10 : Victoire – 26 000 euros remboursés à 7 locataires de Baudelaire
- 10-11.10 : Participation à l'événement Auzolan, événement sur le logement initié par Alda
- 03.10 : Négociation des Locataires de la rue Imbert Colomes à Lyon avec la régie Simonneau
- 16.10 : Des membres de Locataires Ensemble au Parlement Européen
- 23.10 : Soirée logement avec les Jeunes Communistes, l'Unef Lyon, l'Union étudiante Lyon, BailAsso
- Septembre : Présentation de Locataires Ensemble dans les amphithéâtres des Universités lors des journées de rentrée des étudiants-es
- 24.10 : Victoire pour Naïma face aux maltraitements institutionnels de EMH
- 8.11 : Participation aux journées du RAPPEL à Paris : "Présentation de la stratégie TeZeLoMa Locataires Ensemble face aux logements bouillottes"
- 10.11 : Mobilisation contre les maltraitements institutionnels devant la mairie d'Aubervilliers lors du conseil municipal et remise d'un rapport d'enquête aux élu-es de l'opposition
- 18.11 : Journée contre la précarité énergétique avec une mobilisation à Lyon et dans une représentation à Paris
- 20.11 : Victoire pour Antoine, Erwan, Alexandre et Helena à Lyon – Leur porte d'immeuble est réparée après 6 ans d'inaction
- 07.12 : Signature et relai du rassemblement contre le lancement de campagne du RN
- 30.11 : Des membres de Locataires Ensemble à Lisbonne



MENER LA BATAILLE DES CONDITIONS DE VIE DANS LES LOGEMENTS

1 - GREVE DES LOYERS CONTRE LES LOGEMENTS MALTRAITANTS

L'année 2025 s'ouvre à Aubervilliers par une **crise sanitaire et politique**. Les 9 et 12 janvier, les locataires se mobilisent après des cas de légionellose et des délais d'intervention qui ont augmenté les risques pour la santé des habitant-es. Le 1er mars, une nouvelle **mobilisation vise les coupures de chauffage et d'eau chaude** dans le quartier du Landy. Le 5 mars, une première négociation avec l'OPH permet d'obtenir des réponses partielles.

À partir de là, une **campagne structurée** se déploie dans 6 quartiers de la ville. Réunions, porte-à-porte, assemblées : tout au long de l'année, les locataires accumulent les lettres de mise en demeure pour lancer une grève des loyers. La séquence culmine le 10 novembre, avec un **rassemblement devant le conseil municipal pour dénoncer les maltraitances et remettre un rapport d'enquête aux élu-es**. Michelle Audrin, Fatouma Camara et les autres délégués remettent les 820 lettres de mise en demeure annonçant la consignation des loyers. Pour la première fois, **10% des locataires du bailleurs de locataires sont prêts suspendre le paiement de leur loyer**.

À Lyon, cette stratégie commence à s'équiper. En mai, un travail législatif est engagé avec le député Gabriel Amard pour sécuriser ce droit. Damien Barbosa du CLER aide à rédiger un amendement visant à permettre la **consignation des loyers sans décision judiciaire préalable en cas de logement indécent**. En octobre, une **caisse de grève des loyers** est lancée pour couvrir les frais juridiques. Le processus reste à ses débuts, mais il marque une évolution majeure du répertoire d'action. Aujourd'hui encore risquée et juridiquement fragile, la grève des loyers devient un levier stratégique.

GREVE DES LOYERS COMME LEVIER STRATEGIQUE

2 - DES LOGEMENTS QUI PROTÈGENT NOTRE SANTÉ DANS DES VILLES À 40°C

En juin 2025, Locataires Ensemble lance la campagne contre les logements bouillottes. Le 25 juin, une **première action vise la Compagnie Foncière Lyonnaise** avec remise des demandes de 82 locataires et l'ouverture de négociations. Le 3 juillet, une **pétition est lancée pour demander au Maire de la ville un arrêté municipal contre les logements bouillottes**. Le 23 juillet, la **publication du rapport « Lyon, capitale des logements bouillottes ? »** pointe la cause des logements bouillottes. La dégradation des équipements de protection solaire est liée au manque d'investissement de maintenance des bailleurs. Durant l'été, **plus de 20 articles de presse** relaient la campagne.

Les locataires d'Aubervilliers défendent leur dignité, juillet 2025



Mi-septembre, la **pétition atteint 14 700 signatures**. Le 22 septembre, une négociation a lieu avec le cabinet du Maire. Le 25 septembre, une **question officielle est posée en conseil municipal**. Le **Maire se déclare juridiquement incompétent** pour prendre un arrêté.



Négociation entre la CFL et les locataires, Lyon, juillet 2025

Malgré cette défaite juridique, des avancées concrètes émergent : les services municipaux lancent un **travail de production d'un référentiel de mise en conformité**. Avec l'appui de TeZeLoMa, des locataires obtiennent des **diagnostics de régulation thermique et mobilisent le code de santé publique** (article L1331-33) pour exiger l'installation d'équipements de protection contre la chaleur.

En parallèle, Locataires Ensemble s'engage comme **co-plaignant dans le recours des sinistrés climatiques de l'Affaire du Siècle**, avec des leaders comme Salim Poussin et Jean-Jacques Bartholomé en première ligne.

La campagne acquiert une **forte visibilité** : 22 retombées médiatiques, et sur les réseaux sociaux, une vidéo témoignage atteint plus de 65 000 vues (777 likes), une seconde plus de 29 000 vues (490 likes).

3 - NOS CONDITIONS DE VIE COMPTENT PLUS QUE LA RENTE DES BAILLEURS MILLIONNAIRES

Le 15 mai, à Villeurbanne, une action "portes ouvertes" dans 37 logements vise un multipropriétaire et **expose publiquement des situations d'insalubrité et de loyers abusifs**, en présence du député Gabriel Amard.



"Portes ouvertes" dans des logements indécents de Villeurbanne, mai 2025

Le 18 novembre, lors de la journée nationale sur le sujet, les Locataires Ensemble **occupe une agence immobilière de la Compagnie Foncière Lyonnaise** pour dénoncer les « précarisateurs énergétiques ». Malgré 22,3 millions d'euros de bénéfices en 2024 et des centaines de millions d'euros d'actifs, les infiltrations d'air ou d'eau sont nombreuses et les **locataires peinent à avoir des réponses et des travaux pour réduire le gaspillage énergétique induit**.

En parallèle, Locataires Ensemble mène des **batailles sur l'encadrement des loyers** (campagne lancée le 30 septembre, forte visibilité en ligne avec une vidéo à plus de 300 000 vues). La **construction d'une inter-orga** à Lyon avec les syndicats étudiants permet d'identifier les cas. Un **partenariat** avec Bail Asso se concrétise également.

Ces actions s'inscrivent dans une lecture politique qui se construit depuis la fondation du syndicat : **la crise du logement est le produit d'un système de rente immobilière, où des acteurs puissants arbitrent en faveur de la rentabilité au détriment des conditions de vie**. Les locataires paient chaque mois leur droit d'habiter à des propriétaires qui repoussent les travaux pour préserver leurs profits.



4 - CONSTRUIRE LA FÉDÉRATION LOCATAIRES ENSEMBLE

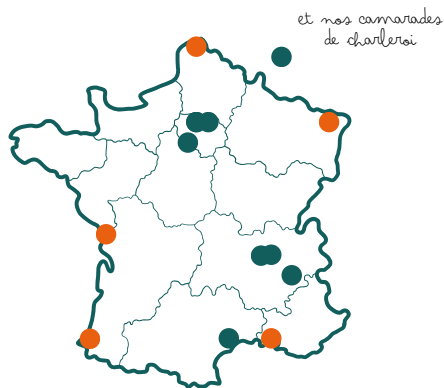
En 2025, Locataires Ensemble poursuit sa structuration nationale à travers un **“tour de France” en 16 étapes**. Le 24 janvier à **Villeurbanne**, près de 50 locataires venus de toute la France et d'Europe posent les bases d'un mouvement national. Le 18 janvier à **Montpellier**, une première formation lance une dynamique locale. Le 12 avril à **La Rochelle**, les locataires se forment à l'analyse des charges et à l'action collective. Le 16 septembre à **Beaumont-sur-Oise**, une action interpelle CDC Habitat avec la présence de la députée européenne Leïla Chaïbi. Le 11 octobre au **Pays Basque**, une rencontre internationale réunit des syndicats de locataires de plusieurs pays. Le 16 octobre à **Bruxelles** et le 10 décembre à **Charleroi**, une assemblée européenne pour la justice dans le logement et un rassemblement à l'occasion d'un rapport des CaroLocataires Ensemble sur les logements malades renforcent les alliances.

Le lancement pendant l'année de l'initiative **Tenants for Climate Justice** structure la coopération européenne sur le sujet : 6 webinaires entre avril et juin, accueil des militant-es des organisations allemandes et tchèques, séminaire stratégique à Bruxelles, participation à **des mobilisations internationales au sein d'ACORN** comme **“Beat the Heat”** le 23 juillet.

UN MOUVEMENT EN STRUCTURATION

En 2025, Locataires Ensemble passe un cap : multiplication des mobilisations, structuration de campagnes longues, premières coordinations autour de la grève des loyers, montée en visibilité et en capacité de négociation. Le mouvement

reste en construction, mais il **pose les bases d'un pouvoir locataire capable de contester concrètement la rente immobilière et d'imposer des transformations durables**.



Syndicats fédérés dans Locataires Ensemble (en vert) et partenariats en construction (orange)

Les groupes sollicités pour la construction d'une nouvelle fédération de syndicats d'habitants et locataires :

- **Agglomération Lyonnaise** : Lyon, Villeurbanne, Oullins-Pierre-Bénite
- **Locataires membres de l'alliance citoyenne d'Aubervilliers**
- **Locataires issus des membres de l'Alliance citoyenne de Grenoble**
- **Plaisir, Yvelines**
- Strasbourg - ALIS
- Collectifs de locataires des APU de Lille
- **CaroLocataires Ensemble de Charleroi**
- **Locataires de Montpellier**
- Des collectifs de Marseille en réflexion pour lancer un nouveau syndicat d'habitants-es
- **Beaumont-sur-Oise**
- La Rochelle
- Alda au Pays Basque



Territoire
0 LOGEMENT
MALADE

2025

POUR DES LOGEMENTS ECONOMES
ET PROTECTEURS

ICI LOGEMENT
BOUILLOIRE

WWW.ZEROLOGEMENTMALADE.ORG



“Trop de logements sont des passoires thermiques l’hiver et des bouilloires l’été. Les travaux sont indispensables. Ils doivent être planifiés pour viser le “zéro logement mal adapté”, et priorisés pour traiter en premier les situations les plus critiques. La “réno-procrastination” des propriétaires privilégie trop souvent le rendement locatif, au détriment de la santé et des factures des locataires”

Solène Peyragrosse, Présidente de TeZeLoMa

UNE ANNEE DEDIE AUX LOGEMENTS BOUILLOIRES

- Janvier à mars : Campagne contre les logements passoires
- Juin : Lancement de la campagne contre les logements bouilloires
- 23.07 : Sortie du rapport “Lyon, capitale des logements bouilloires ?”
- 25.09 : Conseil municipal avec question officielle à propos de l’arrêté municipal contre les logements bouilloires, soutenu par une pétition signée par plus de 14 700 personnes

ZERO LOGEMENT MALADE : MÊLER SAVOIR ET POUVOIR HABITANT POUR DES LOGEMENTS PROTECTEURS DE LA SANTÉ

En 2025, TeZeLoMa confirme une intuition stratégique devenue centrale pour Justice Ensemble : face aux abus des bailleurs et à la dégradation des conditions de vie, ni l’expertise seule ni la mobilisation seule ne suffisent. C’est leur articulation : **le savoir des expert-es thermiciens et le pouvoir des habitant-es organisés-es qui permet de produire des transformations concrètes.**

EXPERTISE ET MOBILISATION POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DE VIE

Territoire Zéro Logement Passoire a évolué pour inclure les logements bouilloires et élargir son horizon : il ne s’agit plus seulement de traiter l’inefficacité énergétique, mais de faire émerger des logements protecteurs de la santé et du climat. Dans un contexte marqué par la **violence des canicules, les logements affectés d’humidité, les DPE défaillants et la crise du logement** qui pousse à accepter de mauvaises conditions, l’association propose une **boîte à outils techniques et politiques** pour faire progresser le droit des habitant-es d’améliorer leurs conditions de vie.

L’année 2025 est structurée autour d’un travail de fond pour rendre cette articulation opérante.



Événement de sortie du rapport devant des élu-es et des locataires, juillet 2025

Premier levier : la production de savoirs stratégiques. Un **nouvelle cartographie** réalisée en mai par Quentin Dassibat permet d'identifier rapidement les logements passoires détenus par des multipropriétaires. En juillet, le **rapport d'enquête « Lyon, capitale des logements bouilliers ? »** documente finement le sous-équipement massif en protections thermiques (62 % des fenêtres sans protection efficace) et l'ampleur du phénomène. Il transforme une expérience diffuse en **problème public structuré**. Ce travail s'appuie sur la cartographie des logements vulnérables, l'analyse de la multipropriété, les diagnostics thermiques, la modélisation de l'exposition solaire. Ces connaissances permettent de cibler les immeubles, de qualifier les abus et de rendre légitimes les demandes des locataires.

À cette production locale s'ajoute un **travail comparatif européen décisif**. Le travail au sein des Tenants 4 Climate Justice (France, Allemagne, Belgique, République tchèque) montre comment les cadres juridiques, les mots et les politiques publiques structurent les rapports de force entre locataires et bailleurs. Elles mettent en évidence les risques de "rénoviction", les inégalités de protection et les leviers possibles pour garantir des rénovations réellement protectrices. Ce travail alimente une **doctrine européenne de logements protecteurs** qui mêlent : sécurité des locataires contre le risque d'éviction, stabilité des loyers, protection de la santé des habitants et démocratie du logement.



Mobilisation à Lyon contre les logements bouilliers, juillet 2025

Deuxième levier : l'appui à l'émergence du pouvoir habitant. **TeZeLoMa salariée des organisateur-ices** qui construisent les syndicats de locataires et apporte l'expertise pour consolider les demandes. Les locataires ne sont plus seuls face à leur bailleur : « Je ne parlerai qu'en présence de mon ingénieur ». Les visites de Pierre Delpy ou les diagnostics de régulation de chaleur réalisés par Solène Peyragrosse et Salomé Meuret légitiment, encouragent et mettent en mouvement. **L'expertise permet aux locataires de dépasser le rapport de domination** avec les agences et les bailleurs et de demander le respect de leurs droits à un logement décent.

L'année 2025 est marquée par **une série de résultats qui illustrent cette stratégie. Des locataires obtiennent des travaux** (ventilation, chauffage, fenêtres), des indemnités ou des baisses de loyers après des années d'inaction. À une échelle plus structurelle, des engagements sont obtenus de bailleurs majeurs, notamment le lancement d'un **audit massif par la Compagnie Foncière Lyonnaise**, ouvrant la possibilité de traiter des centaines de logements. Ces avancées restent partielles, mais elles démontrent la capacité à faire bouger des acteurs puissants.

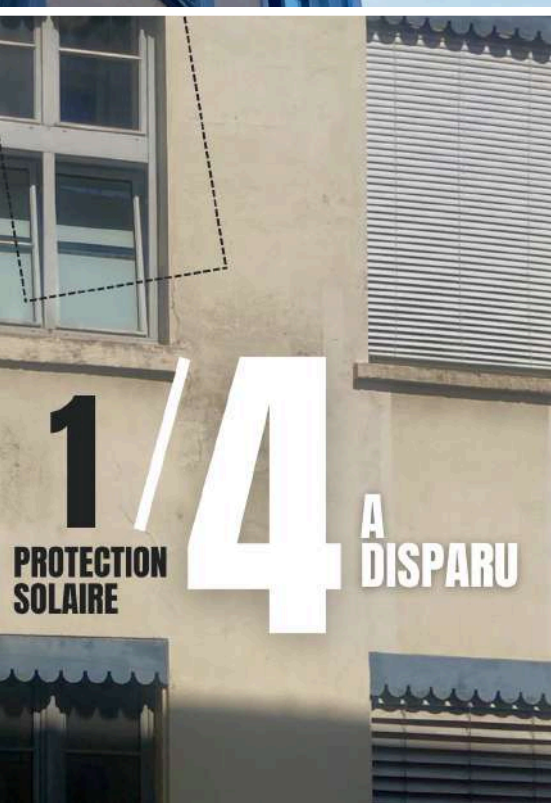
L'expertise nourrit le plaidoyer pour faire bouger l'action publique. Solène Peyragrosse a pointé les faiblesses de la définition initiale de la « précarité énergétique d'été » dans la proposition de loi Zéro Logement Bouillier. Le rapport d'enquête a initié le lancement par la ville de Lyon du travail pour **produire un référentiel de mise en conformité**.

En 2025, TeZeLoMa montre comment **sortir d'une écologie élitiste** où les savoirs scientifiques impliquent de conscientiser les classes populaires. Ici, on part des besoins vitaux d'améliorer ses conditions et on **mêle expertise d'usage et expertise scientifique**. C'est dans cette alliance entre savoir et pouvoir habitant que se joue la possibilité de rendre les logements protecteurs et les territoires plus habitables.



62%

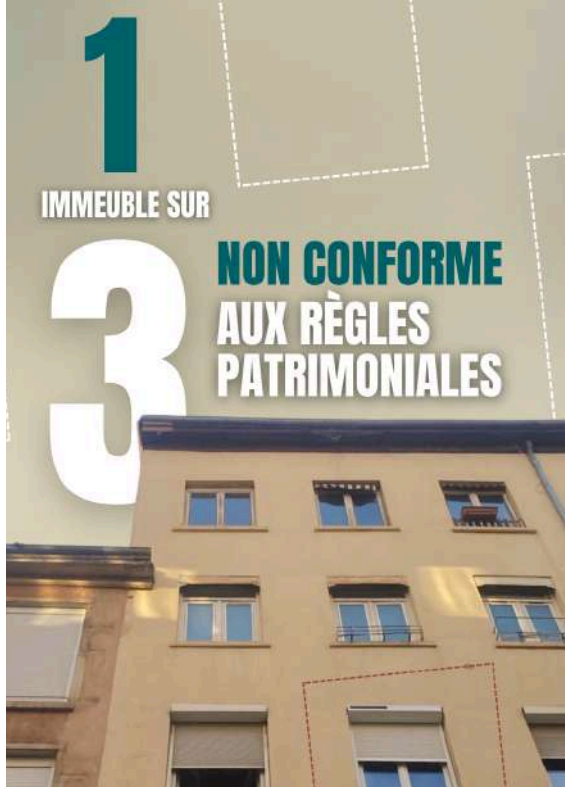
DES FENÊTRES MANQUENT
D'OCCULTATION EXTERNE



1/4

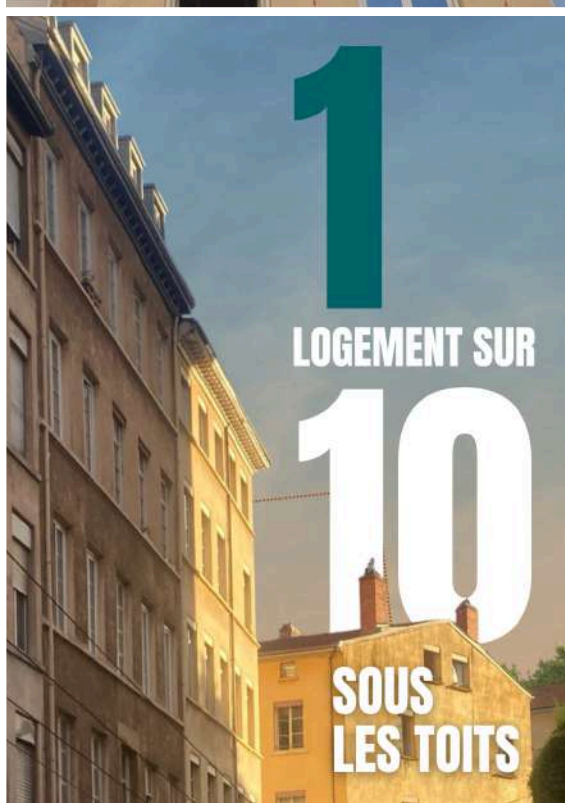
A DISPARU

PROTECTION
SOLAIRE



IMMEUBLE SUR

NON CONFORME AUX RÈGLES PATRIMONIALES



LOGEMENT SUR

10

SOUS
LES TOITS



**RIVERAINS
ENSEMBLE**

2025

POUR UNE DEMOCRATIE AGRICOLE



WWW.RIVERAINSENSEMBLE.ORG



“Nous riverains, nous voulons tout simplement vivre dans nos campagnes. Aujourd’hui, notre environnement est intoxiqué et on nous cache même le nom des produits utilisés. Pour ne pas être seul-es et impuissant-es, on s’organise dans nos villages et au niveau national pour mettre fin aux abus de l’agro-industrie.”

Monique Savatier
Co-Présidente de Riverains Ensemble

UNE ANNEE POUR CONSTRUIRE L'ORGANISATION DES RIVERAINS

- 29-30.03 : Assemblée fondatrice de Riverains Ensemble
- 05.04 : Participation à la Marche pour un Printemps Bruyant à Paris
- 9-13.04 : Atelier à l'Ecole des vivants
- 17.05 : Participation à la journée contre l'agro-chimie : conférence débat sur les impacts des pesticides sur la santé aux Mées (04)
- Mai/Juin/Juillet 2025 : Communication et mobilisation autour de la loi Duplomb et appel à signer la pétition
- 20.09 : Participation à l'Appel de La Rochelle
- Septembre :
 - Sortie de l'étude PestiRiv
 - La justice, saisie par l'ONG Générations futures, a ordonné à l'Etat la transmission de registres d'épandage de pesticides agricoles que l'association réclamait pour une commune, a-t-on appris jeudi de sources concordantes.
- Novembre : Signature de l'appel européen pour faire respecter la loi sur les pesticides
- 4 Décembre : Monique, Patrick et Sabrina à l'Assemblée Nationale pour la journée de travail sur les pesticides
- Décembre : Lancement des 10 premières pétitions dans les villages de Corzé, Lavaur, Ambres, Giroussens, et les com com de Pornic Pays de Rez, Durance Luberon Verdon Agglo...



Prise de parole lors de l'appel de La Rochelle, septembre 2025

VERS LA DÉMOCRATIE AGRICOLE DANS LES CAMPAGNES

Après l'émergence des premiers groupes locaux en 2023-2024, l'année 2025 marque un saut d'échelle : les 29 et 30 mars, à Ambres dans le Tarn, des habitantes et habitants de territoires ruraux du Tarn, du Maine-et-Loire, des Alpes-de-Haute-Provence et de Bretagne **fondent la fédération Riverains Ensemble**, au sein de Justice Ensemble. L'enjeu est clair : faire exister un acteur encore invisibilisé, celui des habitantes et habitants des campagnes pesticideses.

Le contexte politique rend ce pas nécessaire. En 2025, la droitisation des chambres d'agriculture, la loi Duplomb et la séquence européenne de "simplification" et de dérégulation **renforcent le sentiment d'impunité du productivisme agricole**. Mais deux faits ouvrent une brèche : la publication, le 15 septembre, de l'étude **PestiRiv**, qui **confirme une plus forte exposition des riverains** des zones viticoles aux pesticides, et la **décision du tribunal administratif de Bordeaux du 1er juillet 2025, obtenue par Générations Futures, reconnaissant le droit d'accès aux registres d'épandage**.

VISIBILISER LES HABITANTS ET HABITANTES DES CAMPAGNES PESTICIDEES

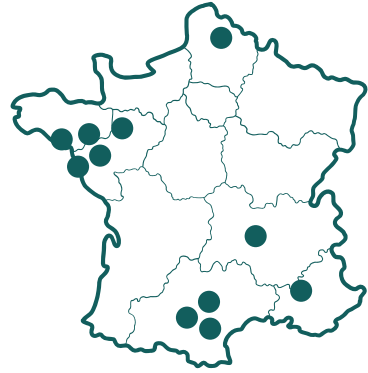


Marche pour un printemps bruyant et contre les pesticides à Paris, avril 2025

Riverains Ensemble s'appuie sur cette conjoncture pour initier un mouvement de démocratie agricole. Le 5 avril, une délégation participe à la Marche pour un Printemps Bruyant à Paris. Du 9 au 13 avril, un atelier est animé à l'École des vivants. Le 17 mai, une conférence-débat sur les impacts sanitaires des pesticides se tient aux Mées. Le 20 septembre, les collectifs se retrouvent à l'Appel de La Rochelle. Le 4 décembre, Monique, Patrick et Sabrina portent cette parole à l'Assemblée nationale.

Dans la suite de la pétition nationale contre la loi Duplomb et ses 2 millions de signataires, **Riverains Ensemble lance un appel à des pétitions locales dans les 35 000 communes rurales, comme première étape d'un débat public local sur l'agriculture et l'usage des pesticides**. L'objectif est d'obtenir l'accès aux registres d'épandage présents dans chaque exploitation, la mise à disposition d'une copie en mairie et le financement d'expertises indépendantes pour évaluer les risques, notamment pour les habitations les plus exposées.

En **décembre**, dix premières pétitions sont lancées. Corzé (49), Lavalur (81), Ambres (81), Giroussens (81), Pornic Agglo Pays de Retz (44) et Durance Luberon Verdon Agglomération (04). La ligne stratégique, portée avec Justice Ensemble, est nette : **sortir du faux face-à-face "écologues des villes contre agriculteurs"**, instaurer un débat public au cœur des campagnes et affirmer que les terres, l'eau, l'air et la santé sont des communs. **La démocratie agricole commence quand les choix agricoles cessent d'être l'affaire de quelques-uns.**



Les premières pétitions pour la transparence sur les pesticides



THINK TANK POUR LA DÉMOCRATIE D'INTERPELLATION





“Dans les quartiers populaires et partout, les habitants et les habitantes doivent pouvoir contester, interpeller, décider. Les droit d’interpellation constituent un bouclier contre l’arbitraire. Un outil essentiel pour construire le pouvoir populaire.”

Julien Talpin, Président de l’Institut Alinsky

UNE ANNEE D’EXPERIMENTATION POUR L’INSTITUT ALINSKY

- Tout au long de l’année
 - Formations à la démocratie d’interpellation et au community organizing
 - Projet Territoires d’interpellation
- 17-21.03 : Participation aux Rencontres Européennes de la Participation à Strasbourg
- 17.06 : Débat en conseil municipal de Poitiers grâce à une pétition avec 908 signatures dénonçant la gestion du bailleur Ekidom (Poitiers fait partie du projet Territoires d’interpellation)
- 23.06 : Webinaire pour la sortie de notre plaidoyer pour les municipales
- 21-24.08 : Participation aux Rencontres nationales des Listes des Communes Participatives
- 23-26.08 : Participation à l’Université d’été des mouvements sociaux et des solidarités
- 10.12 : Évènement à Arcueil « Partager le pouvoir » avec notamment Eric Piolle, Mathieu Garabedian, Danièle Obono

UNE ANNEE D’EVENEMENTS POUR L’OBSERVATOIRE DES LIBERTES ASSOCIATIVES, PROJET PHARE DE L’INSTITUT ALINSKY

- 6.01 : Séminaire à Paris “Une criminalisation des associations féministes”
- 10.02 : Séminaire à Paris “Haro sur l’antiracisme ! La lutte contre les violences policières sous pression”
- 03-04.04 : Formation à Paris – “Face aux attaques contre les libertés associatives” avec notamment Marion Ogier
- 24.03 : Webinaire pour la sortie du rapport “Au mépris des droits” en collaboration avec La Cimade notamment
- 03.04 : Évènement “Que vivent les libertés associatives !”
- 07.04 : Séminaire à Paris “Un autre financement associatif est possible ! Expériences américaines”
- 12.05 : Séminaire à Paris “Criminalisation des associations écologistes et de la désobéissance civile”
- 02.06 : Séminaire à Paris “Le droit : une arme pour répondre à l’atteinte aux libertés associatives ?”
- 23.06 : Webinaire pour la sortie de notre plaidoyer pour les municipales
- 30.06 : Évènement de présentation des résultats de la première enquête nationale sur les relations associations et pouvoirs publics
- 17.09 : Sortie du livre de Antonio Delfini et Julien Talpin “L’État contre les associations”
- 25-26.09 : Colloque à Lille “Libertés associatives et démocraties : l’État face à ses contre-pouvoirs”
- 11.10 : Mobilisation des associations “Ca ne tient plus”
- 19.12 : Évènement pour la sortie de la note “Le financement de la vie associative par le FDVA : espoirs démocratiques et reprise en main sécuritaire”

DES TERRITOIRES D'INTERPELLATION CONTRE LA MONTÉE DE L'AUTORITARISME

FACE A LA POUSSÉE ILLIBÉRALE ET REPRESSIVE, RENFORCER LES CONDITIONS D'ORGANISATION

Le programme Territoires d'interpellation est venu répondre à un constat dur : **les mobilisations habitantes se heurtent à des formes de répression accrues**. Les rapports précédents publiés par l'institut via l'**Observatoire des Libertés Associatives** ont montré l'ampleur du problème. Une transformation de l'environnement institutionnel semble possible pour créer des conditions de **légitimation et de soutien à l'émergence des contre-pouvoirs citoyens**.

UN APPEL POUR TRANSFORMER LES REGLES DU JEU DÉMOCRATIQUE

L'appel à manifestation d'intérêt lancé en avril 2024 a permis d'identifier des **collectivités prêtes à expérimenter un renforcement des droits d'interpellation**. Cinq collectivités ont été sélectionnées pour un accompagnement intensif : **Strasbourg, Villeurbanne, Arcueil, le Conseil départemental de la Gironde et Poitiers**. Un second cercle d'acteurs mobilisés inclut **Colombes, Tours, Blois et le Conseil départemental de Loire-Atlantique**. Ces collectivités s'engagent dans des **expérimentations concrètes** : mise en place de fonds d'interpellation, assemblées délibératives, financements de contre-expertises, élaboration de paliers de droit de pétition. Le tout adossé à un **dispositif de recherche-action financé par l'ANR et l'Union européenne**, qui associe chercheurs, formateur·rices et organisateur·ices.

DES TERRITOIRES POUR L'AVENIR DE LA DÉMOCRATIE

À l'heure où le nationalisme autoritaire prend le contrôle des appareils d'État, la construction de **bastions protecteurs et encourageants de l'organisation du pouvoir citoyen au niveau des**

villes devient un enjeu décisif. Ces expérimentations prolongent les travaux de l'Observatoire des libertés associatives et de la thèse d'Antoine Gonthier sur les droits d'interpellation mis en place à Grenoble. L'Institut Alinsky parie ainsi sur la construction d'un archipel de territoires d'interpellation, où **la démocratie ne s'arrête pas aux urnes mais s'ancre dans le pouvoir des habitant·es organisé·es** capables de faire progresser partout une justice devenue vitale.



Rencontres de la Démocratie d'Interpellation
et des Libertés Associatives

CHANGER LE JEU DÉMOCRATIQUE

Si le jeu démocratique nous mène dans le mur, il faut en changer les règles. Les Rencontres de la démocratie d'interpellation et des libertés associatives s'affirment comme **un espace politique, où se croisent universitaires, élu·es, agent·es de collectivités et militant·es** pour confronter leurs analyses et construire des réponses à la hauteur des reculs en cours. Un temps pour tirer des enseignements de ces expériences, identifier ce qui bloque comme ce qui fonctionne, et faire avancer des solutions pour **protéger la liberté d'interpeller et mieux intégrer les demandes issues des habitant·es dans l'action publique**.

UNE PREMIERE INTERPELLATION QUI FAIT BOUGER LES LIGNES



À Poitiers, **Ombelyne Dagicourt, 1ère adjointe** voit émerger une **mobilisation inédite** : près de 900 locataires signent une pétition sur leurs conditions de logement. Pour la première fois, le droit d'interpellation est activé.

Le seuil est atteint de justesse. Mais une fois franchi, le **sujet s'impose**. Bien que la compétence relève de l'intercommunalité, elle contribue à ouvrir un espace de dialogue. Un séminaire est organisé avec les locataires, le bailleur et les services. Des audits sont lancés, un plan d'action est voté.

Son rôle n'est pas simple. Il faut faire exister cette parole citoyenne, tout en composant avec les contraintes institutionnelles et les tensions internes. L'interpellation met à l'épreuve les équilibres, en particulier en fin de mandat.

"On ne peut plus contourner ces réalités quand elles sont portées collectivement."

Entre avancées concrètes et incertitudes sur la suite, **cette première interpellation marque une étape : celle d'un droit qui, une fois activé, oblige à bouger.**

FORMER CELLES ET CEUX QUI FINANCENT

Dans le cadre de ses activités de formation, l'Institut Alinsky a conduit une session de **formations sur le community organizing réunissant, de manière inédite, des fondations, des associations et des collectifs de terrain**. Cette démarche part d'un constat partagé : les financements soutiennent majoritairement des projets, mais plus rarement les capacités d'action qui permettent de faire évoluer durablement les situations.



La formation a permis de **croiser les expériences et de mettre en discussion les conditions concrètes de l'action collective**. À travers des mises en situation et des retours de terrain, les participant-es ont travaillé sur les **rapports de pouvoir, les dynamiques de mobilisation et les enjeux liés au temps long**.

Ce format a contribué à faire évoluer les pratiques. Pour les structures de financement, il s'agit de mieux appréhender les besoins liés à l'organisation collective.

ORGANISMES FORMES EN 2025



European
Climate
Foundation



Les Amis
de la Terre

COOPERATION DES CANTONS



Centre Communautaire
d'Action Sociale



CFIF Avenir
FORMATION & CONSEIL





L'Observatoire des Libertés Associatives documente, analyse et rend visibles les entraves aux libertés associatives à partir d'un travail de veille ancré dans les réalités de terrain. Refus de salles, coupes de subventions, pressions administratives ou disqualification publique : autant de situations souvent vécues de manière isolée par les associations, que l'Observatoire met en relation pour en révéler la dimension structurelle.

41%

DES ASSOCIATIONS CITOYENNES DÉCLARENT S'AUTO-CENSURER



UNE ENQUÊTE NATIONALE POUR COMPRENDRE LES RELATIONS ASSOCIATIONS ET POUVOIRS PUBLICS

À partir de plus de 2 400 réponses, l'enquête quantitative nationale portée par l'Observatoire des libertés associatives **met au jour une réalité souvent invisibilisée** : derrière des relations institutionnelles globalement stables se déploient des **formes diffuses de pression, de rappel à l'ordre et de restriction**. Ce travail permet aussi d'en mesurer l'ampleur : 9,6 % des associations déclarent avoir subi des sanctions, 22 % des rappels à l'ordre, et 27 % des formes d'auto-censure – des chiffres qui montent à 41 % pour les associations les plus engagées dans le débat public.

Ce n'est pas sans conséquence : ces mécanismes produisent de **l'auto-censure, empêchent les associations de jouer pleinement leur rôle démocratique** et affaiblissent leur capacité à interpeller et à porter des conflits dans l'espace public. À l'heure où l'extrême droite monte, **souhaitons-nous un monde associatif neutralisé ?**





2025

CONSTRUISONS LE RENOUVEAU SYNDICAL



WWW.GLOBAL-LABOUR-INSTITUTE.FR



“Le Global Labour Institute est un réseau international de syndicalistes visant à faciliter la circulation internationale des pratiques syndicales afin de renforcer le mouvement syndical mondial.”

Manon Laurent, Membre du bureau du GLI

UNE ANNEE DE PARTAGE D'EXPERIENCES SYNDICALES

- 13.01 et 04.07 : Formations au renouveau syndical auprès de la CGT française
- 31.05 : Hommage suite au décès de Dan Gallin, à l'âge de 94 ans, fondateur du Global Labour Institute
- 2-3.06: Formation au renouveau syndical auprès du syndicat suisse du soin UNIA
- 01-03.12 : Université internationale 2025 “Le syndicalisme face au nationalisme autoritaire” avec 92 participant-es de 28 pays

SYNDICALISTES DE TOUS PAYS UNI-ES FACE AU NATIONALISME AUTORITAIRE

Du 1er au 3 décembre 2025, le Global Labour Institute (GLI) Paris, membre de Justice Ensemble, a organisé son Université Syndicale Internationale 2025, réunissant 92 syndicalistes de 28 pays pour trois jours d'échanges, de formation politique et de construction stratégique collective.

Placée sous le thème « Le syndicalisme face au nationalisme autoritaire », cette édition a confirmé le **rôle central de l'éducation politique, des alliances entre travailleur-ses et usager-es et des luttes féministes dans la résistance syndicale aux dynamiques autoritaires et néo-fascistes contemporaines.**

Pendant trois jours, les participant-e-s ont partagé des expériences de résistance syndicale, analysé la montée des régimes autoritaires et débattu du rôle des syndicats dans des contextes marqués par la répression, la guerre et la désinformation.



Ateliers sur les alliances entre travailleur-ses et usager-es face au nationalisme autoritaire

CONSTRUIRE LA RIPOSTE SYNDICALE AU FASCISME

Les ateliers ont notamment porté sur la **lutte contre les fake news et les discours racistes sur les lieux de travail**, la **politisation des travailleur-euse-s** et le **renforcement du syndicalisme chez les jeunes générations**.

Parmi les temps forts, une plénière consacrée aux situations de guerre a donné la **parole à des syndicalistes d'Ukraine, de Palestine et de République démocratique du Congo**, formulant des demandes concrètes à destination du mouvement syndical international. Une simulation de négociation collective à grande échelle a illustré l'importance des **alliances entre syndicats et habitant-es usager-es**, tandis qu'une session dédiée aux **luttés féministes internationales** a mis en lumière des mobilisations en Europe, en Amérique du Nord et en Afrique de l'Ouest.



L'Université a débouché sur des initiatives concrètes, dont l'adoption d'une déclaration internationale de soutien aux syndicalistes en contexte de guerre, diffusée dans 27 pays, ainsi que le lancement d'une réflexion collective en vue de la création d'une Université syndicale internationale en Afrique à l'horizon 2027.

À travers cette édition, le GLI réaffirme son engagement à **décloisonner les luttes face à la montée du fascisme pour résister et renforcer le pouvoir syndical, soutenir les luttes féministes et démocratiques** et accompagner les syndicats dans la construction de stratégies collectives, inclusives et transformatrices à l'échelle internationale.

RENFORCER LES CAMPAGNES DE SYNDICALISATION

En 2025, le GLI a poursuivi l'**accompagnement de plusieurs confédérations syndicales professionnelles** telles que la CGT en France ou l'UNIA en Suisse. Dans l'éducation, la santé, le travail temporaire et à l'échelle confédérale, le GLI a participé à la construction de modules de formation, de production de vidéo-formations,



GAGNER FACE AUX ABUS DES MULTINATIONALES

Face à la montée en puissance des multinationales, le déploiement sur une base internationale du syndicalisme est aujourd'hui une nécessité absolue. En 2025, le GLI a publié **un manuel visant mettre en valeur les bonnes pratiques de notre héritage syndical** à travers le monde. Il compile **19 campagnes syndicales internationales** menées depuis les années 1970 contre des entreprises telles que Nestlé, Coca-Cola, Unilever, McDonald's ou encore Amazon, afin de fournir aux syndicalistes des outils méthodologiques pour lancer, structurer et gagner des campagnes à dimension transnationale.



SAL HIRSCH, LEADER DU SYNDICAT STARBUCKS UNITED WORKERS

Durant l'université syndicale internationale, Sal Hirsch, membre du GLI, a raconté le travail d'organisation qu'ils-elles avaient mené aux Etats unis pour organiser 650 magasins dans tout le pays et lutter pour obtenir leur première convention collective. Ils-elles ont lancé une grève illimitée pour obtenir des augmentations de salaires et améliorer leurs conditions de travail. Elle a notamment souligné les similitudes avec la lutte des militantes de la grève féministe en Suisse qui résistent au capitalisme patriarcal.

"Il est impossible pour nous de gagner notre combat aux Etats Unis en tant que syndicat sans le soutien d'autres syndicats et d'autres militant-tes du monde entier face au géant Starbucks. (...) Il est impossible de gagner seuls, en tant que syndicat isolé. Nous avons besoin les uns des autres"

UNE GREVE HISTORIQUE DANS LES PLANTATIONS DE CANNE A SUCRE CAMEROUNAISES

En 2025, le GLI a poursuivi son soutien au travail d'organisation exemplaire du Strascas, un syndicat de travailleur-ses saisonniers de plantations de canne à sucre de la multinationale Castel au Cameroun. En février, près de **4000 saisonniers se sont mis en grève** pour exiger des augmentations de salaires et l'avance de leur paie. La répression s'est abattue sur eux faisant un mort et plusieurs blessés. Grace à leur résilience et au travail de mise en réseau à l'international avec syndicats, ONG, journalistes et personnalités politiques appuyée par le GLI, qui a notamment permis l'interpellation de la Commission européenne sur le respect des accords commerciaux UE-Cameroun, la multinationale a cédé et accordé augmentations et avance de jour de paie.



UN SEUL MONDE, LA JUSTICE EN COMMUN

Le lancement pendant l'année de l'initiative **Tenants for Climate Justice** structure la coopération européenne sur le sujet : 6 webinaires entre avril et juin, accueil des militant-es des organisations allemandes et tchèques, séminaire stratégique à Bruxelles.

Le combat pour des logements protecteurs traverse les grandes villes européennes, mais prend des formes différentes selon les contextes. À Prague, l'enjeu central est la lutte contre les rénovictions, liée à une forte insécurité des baux. À Berlin, ce sont les hausses de loyers après travaux qui structurent le conflit, dans un cadre où la rénovation est utilisée comme levier de rentabilité. En Belgique, les mobilisations se concentrent davantage sur les effets sanitaires des logements dégradés, en lien avec la précarité énergétique.

Le mouvement Tenants for Climate Justice permet de mutualiser les expériences, d'échanger des tactiques et de faire émerger une voix commune à l'échelle européenne.

Des mobilisations internationales se structurent, notamment au sein d'ACORN International avec des temps forts comme "Beat the Heat" le 23 juillet ou un forum réunissant 62 organizers de 15 pays à Bruxelles en novembre. Les victoires obtenues à Lyon, Edinbourg ou Toronto ont partagées en Belgique et ont contribué à leur essaimage, avec la montée en puissance syndicat Wuune à Bruxelles et Carolocataires ensemble.

ACORN
INTERNATIONAL

TENANTS
FOR CLIMATE
JUSTICE



Rencontre de novembre 2025 au Portugal de
European Action Coalition



BERLIN, PRAGUE, BRUXELLES, EDIMBOURG, TORONTO

DES ORGANISATIONS ACTIVES GRACE A LEURS MEMBRES

209

**NOUVEAUX MEMBRES
COTISANTS**

1 032

PERSONNES EN MOUVEMENT

784

**LOCATAIRES ONT OBTENU
DES VICTOIRES**

820

**COURRIERS DE GREVE DES
LOYERS A AUBERVILLIERS**

55

**APPARITIONS
DANS LES MEDIAS**

7 795

**INSCRIT-ES A
NOS NEWSLETTERS**

Après une baisse significative du nombre de membres en 2024, la capacité de recrutement de membres se reconstruit en 2025, permettant de stabiliser les choses.

1 343

NOUVEAUX CONTACTS

18

ACTIONS D'INTERPELLATION

51 000€

**REVERSES AUX LOCATAIRES
PAR LES BAILLEURS**

23 129

**ABONNE-ES SUR
LES RESEAUX SOCIAUX**

756 421

**VUES INSTAGRAM ET TIKTOK
POUR LES VIDEOS D'ACTION ET
TEMOIGNAGES DE LOCATAIRES**

DES COMPTES A L'EQUILIBRE

AU GLOBAL

681 493 €
RECETTES

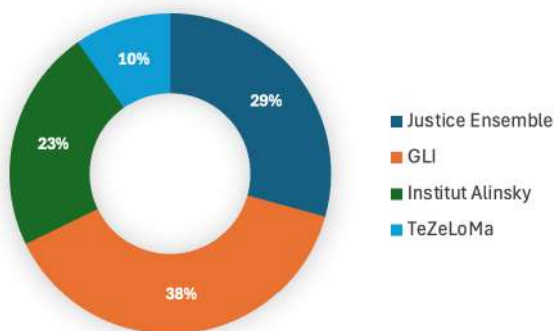
667 644 €
DEPENSES

13 849 €
RESULTAT

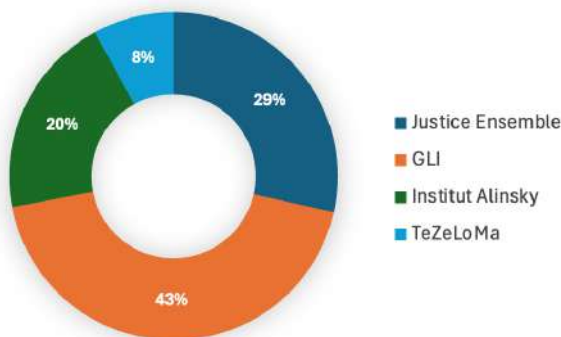
127 290 €
FONDS PROPRES

PAR ORGANISATION

RECETTES



DEPENSES



NOS SOUTIENS FINANCIERS



DEUTSCH-FRANZÖSISCHER
BÜRGERFONDS
FONDS CITOYEN
FRANCO-ALLEMAND



Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme



BWI • BHI • BTI • IBB • ICM





JUSTICE ENSEMBLE

WWW.JUSTICEENSEMBLE.ORG